Élections : la pauvreté devrait être au cœur des débats



ALIMENTATION | DROITS DE L'HOMME | ÉCONOMIE SOLIDAIRE | LOGEMENT | MIGRANTS

15/03/2022

Les Français souhaitent mettre la lutte contre la pauvreté au cœur du débat de la campagne présidentielle

À l'approche des élections présidentielles, le Secours Catholique-Caritas France alerte les candidats sur une attente sociétale sans précédent.

La prise de conscience des Français est massive quant à l'urgence à agir sur les questions du logement, de l'emploi, du revenu, de l'écologie, des droits et de la solidarité. Ces sujets essentiels sont absents du débat. Pour mesurer cette attente, nous avons commandé une étude en ligne à l'institut Viavoice, du 9 au 14 janvier 2022, auprès d'un échantillon de 1 500 personnes.

La pauvreté doit être au cœur des débats

Ainsi 86 % des personnes interrogées trouvent que la pauvreté devrait être un sujet important de la campagne présidentielle et les 2/3 (65 %) trouvent que l'on n'en parle pas assez dans le débat politique actuel. Pour 72 %, on devrait en faire une grande cause nationale. Et elles savent de quoi elles parlent : 49 % des personnes sondées disent vivre ou avoir traversé une situation de pauvreté et 58 % craignent d'y retomber.

Dans cette période de grande incertitude, une large majorité des répondants attend que soit assuré à tous un socle de droits essentiels pour sortir de la « peur du lendemain ». Pour eux, la protection que la société doit à chacun de ses membres doit couvrir l'accès au logement, à une alimentation de qualité et à un emploi ou un revenu minimum garanti à un niveau décent. Enfin les plus pauvres doivent être soutenus pour faire face aux défis de la transition écologique.

Pour sortir de la pauvreté : le logement d'abord

Une grande majorité des personnes (85 %) attend que soit assuré l'accès rapide à un logement digne pour les personnes à la rue et qu'il y ait un investissement massif dans des logements abordables pour les plus pauvres.

Santé, agriculture et alimentation : des enjeux liés et des solutions…

87 % des personnes interrogées pensent que l'accès de tous à une alimentation de qualité devrait être un objectif important pour les Pouvoirs publics.

Alors que 5 à 7 millions de personnes ont eu besoin d'aide alimentaire pour se nourrir en 2020, les solutions soutenues par les répondants contre la précarité alimentaire sont des solutions qui permettent aux consommateurs comme aux producteurs de vivre dignement :

- les achats directs aux producteurs (46 %),
- les épiceries solidaires où l'on paye selon ses revenus (42 %),
- le soutien à l'installation de producteurs en agriculture durable (36 %),
- une meilleure accessibilité à la restauration scolaire (soutenue à 42 % pour les 18 -25 ans).

Emploi et revenu : obligation de résultat pour tous

Une majorité de répondants (55 %) pensent que l'État a une obligation envers les chômeurs de longue durée. Pour 25 % d'entre eux, l'État doit contribuer davantage financièrement pour leur assurer un emploi avec même une obligation de résultat pour 30 % d'entre eux.

54 % des Français sont favorables à la mise en place d'un revenu minimum garanti à un niveau beaucoup plus élevé pour tous les habitants en situation de pauvreté dès l'âge de 18 ans. Ils sont 86 % à

juger le montant du RSA (565 euros) insuffisant pour vivre correctement. En moyenne, les personnes interrogées estiment qu'il faut disposer d'au moins de 1 312 euros par mois pour une personne seule, pour vivre dignement.

Pour une transition écologique juste et solidaire

Plus de quatre personnes sur cinq attendent de l'État qu'il aide les plus pauvres à rénover leur logement (87 %), à accéder à des moyens de transports respectueux de l'environnement (80 %) et à une alimentation locale respectueuse de l'environnement (81 %).

Demande d'un État protecteur

Pour quatre répondants sur cinq (79 %) c'est à l'État que revient prioritairement la responsabilité de lutter contre la pauvreté, suivent les collectivités locales (47 %), puis les entreprises (37 %). Une majorité estime que l'État n'en fait pas assez pour lutter contre la pauvreté (51%), un chiffre qui monte à 70 % chez les personnes qui disent vivre dans la pauvreté.

La crise sanitaire révélateur d'un désir de solidarité

Dans un contexte social et économique de plus en plus excluant, les personnes interrogées s'affirment solidaires, et souhaitent une solidarité renforcée. Plus de trois personnes sur quatre (76 %) disent avoir apporté une aide (43 %) ou avoir voulu le faire (33 %) pendant la crise sanitaire.

En conclusion

Dans ces campagnes présidentielles et législatives, le Secours Catholique – Caritas France entend faire "résonner" la voix des plus précaires. Nous affirmons que des solutions pour lutter contre la pauvreté sont à portée de main. Les élus se doivent de défendre et de mettre en œuvre ces solutions au service du bien commun et des plus vulnérables. Le Secours Catholique a travaillé et/ou expérimenté des propositions avec les personnes en précarité autour de ces CINQ thématiques.

Alors, et si on essayait ?

https://valdoise.secours-catholique.org/notre-actualite/sortie-du-sondage-sue-les-elections